

Sujet : [INTERNET] Enquête publique Warembourg Steenwerck

De : "Bernard Rattez" <b-m.rattez@wanadoo.fr>

Date : 28/09/2020 10:54

Pour : <pref-installations-classees@nord.gouv.fr>

Madame la commissaire-enquêtrice,

En tant qu'habitants de la commune de Steenwerck, nous souhaitons apporter nos éléments d'analyse à l'enquête publique relative au projet d'extension de l'élevage avicole Warembourg à la Croix-du-Bac.

Nous nous appelons Bernard et Michèle RATTEZ, nous sommes retraités, anciens salariés et nous habitons 8, rue du Tilleul Dauchy à Steenwerck, soit à environ 3km du site, et à moins de 500m d'une zone d'épandage.

Nous avons lu attentivement l'ensemble du dossier, extrêmement documenté, dans lequel nous notons tout de même une avalanche et beaucoup de répétitions d'éléments contextuels et très techniques, qui en font un ensemble volumineux (239 pages sans les annexes) qui peut avoir pour effet de décourager la lecture pour le plus grand nombre. Cet aspect des choses est à souligner car cela peut aller à l'encontre des buts de transparence affichés.

Les observations, que nous vous demandons de prendre en compte, portent principalement sur quatre points :

- La condition animale
- Les conséquences sur l'environnement
- L'aspect économique du projet
- Le modèle de consommation dans lequel s'inscrit le projet

La condition animale

La concentration de 21 volailles par m² en bâtiment fermé, l'absence totale de parcours extérieur, le maintien des déjections dans la litière de paille pendant toute la durée du lot, constituent des conditions totalement inacceptables pour des animaux d'élevage. Non seulement elles sont contraires aux principes éthiques que tout humain doit appliquer à l'égard d'être vivants, mais elles sont en opposition par rapport aux évolutions de la réglementation qu'on observe actuellement dans l'ensemble des pays occidentaux. En France, la proposition de loi qui sera examinée à partir du 8 octobre prochain par l'Assemblée nationale vise à mettre un terme à ces pratiques. Comment accepter qu'à la veille de cette nouvelle législation on puisse encore bâtir des projets contraires au contenu et à l'esprit ?

Les conséquences sur l'environnement

La distance qui sépare notre habitation du site concerné ne devrait pas a priori nous amener à subir de nuisances directes supplémentaires (nous en subissons déjà de la part d'un élevage avicole de 2000 volailles et de plusieurs élevages porcins non classés, situés dans notre environnement direct). Mais nous sommes habitants de la commune, solidaires des victimes potentielles, et surtout sensibilisés à la nécessité d'assurer la meilleure qualité de vie en œuvrant contre le dérèglement climatique et en assurant la meilleure protection de la faune et de la flore de notre territoire. L'analyse du risque environnemental et la présentation des mesures prévues pour limiter son impact, si elles sont particulièrement documentées dans le dossier, ne nous convainquent pas. En premier lieu on parle de « limitation de l'augmentation » des conséquences négatives et non pas de neutralisation, l'impact est donc avéré, et même chiffré, notamment en terme d'émissions atmosphériques (PM10, ozone ou CO₂) ou de pollution des terres et des nappes. Et d'autre part quelle est la portée réelle de l'engagement de l'exploitant à mettre en œuvre dans la durée les mesures prévues pour limiter cet impact ? Que se passera-t-il si dans l'avenir la situation économique ne lui permettait plus de financer ces mesures ? Ou si tout simplement sa motivation personnelle l'en éloignait... ?

L'aspect économique du projet

L'analyse économique prévisionnelle développée dans le dossier s'appuie sur des données optimistes. « Il sera nécessaire de pouvoir réaliser des marges moyennes pour pouvoir dégager du revenu disponible plus important » (8.4.2). On peut penser qu'à court terme ces marges prévues peuvent être réalisées. Mais le projet ne correspond pas à une vision à long terme pour de nombreuses raisons : le modèle de consommation est en train d'évoluer (voir ci-après) et donc le marché pour ce type de production déclinera, le contrat qui lie l'exploitant au fournisseur belge ne lui offre que des garanties très illusoires, et en cas d'évolution de la réglementation le risque est grand que l'exploitant soit contraint de réaliser de nouveaux investissements pour s'adapter aux nouvelles normes. Ces trois éléments ont été semble-t-il sous-évalués dans le projet. C'est donc pour éviter un possible naufrage financier que nous tenons à évoquer ces éléments, tant dans l'intérêt de l'exploitant que dans celui de son environnement au sens large.

Le modèle de consommation dans lequel s'inscrit le projet

Personne ne peut soutenir qu'un poulet abattu à 42 jours (et même à 35 jours pour un tiers) puisse donner une chair de qualité. La composition réelle de son alimentation n'est d'ailleurs pas développée dans le dossier. Les consommateurs cherchent de plus en plus, quand ils ne sont pas végétariens, une viande de qualité issue d'élevages biologiques et respectant le bien-être animal. L'entêtement à poursuivre ce type de production est anachronique, et

devrait plutôt laisser la place à des projets d'élevage plus modestes, plus vertueux, et vraisemblablement plus rentables.

Nous vous demandons, Madame la commissaire-enquêtrice, de prendre en compte l'ensemble de nos observations et vous en remercions à l'avance. Nous avons été témoins de votre qualité d'écoute et d'analyse lors de la « réunion publique » organisée face à la mairie de Steenwerck le 19 septembre dernier par l'association FLANER dont nous sommes membres, et nous ne doutons pas que votre avis, que nous souhaitons défavorable, soit le plus pertinent possible.

Bernard et Michèle Rattez